

n'ont pas été en mesure de demander des règlements ou des augmentations de 20, 30 et 50 p. 100; sur ce plan, ce programme sert réellement leurs intérêts.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LE MANQUE DE MESURES POUR UNE MEILLEURE RÉPARTITION DU FARDEAU FISCAL

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Si le ministre veut vraiment venir en aide au groupe dont il se préoccupe, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté en même temps une mesure fiscale de redistribution qui aurait apporté certains avantages fiscaux aux contribuables en question, quitte à alourdir—je le reconnais—le fardeau fiscal des riches et des sociétés?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Comme le député le sait, un tel fardeau fiscal touche non seulement les riches mais aussi ceux qui ont des revenus moyens. Je voudrais lui rappeler que l'an dernier grâce aux modifications au programme d'allocations familiales et au régime fiscal même ainsi qu'aux changements apportés à la sécurité de la vieillesse et au supplément de revenu garanti, nous avons versé des prestations supplémentaires aux groupes de la collectivité dont le gouvernement se préoccupe particulièrement.

* * *

● (1420)

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLUENCE DE LA LOI ANTI-INFLATION SUR LES NÉGOCIATIONS DES PAPETIERS DE DOLBEAU

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que le syndicat des papetiers de Dolbeau, dans ma circonscription, est en négociations depuis le début de 1975, et qu'une grève a dû être déclenchée, le ministre peut-il dire à la Chambre si la loi actuelle, telle que présentée par le gouvernement, influencera leurs demandes syndicales, et jusqu'à quel point?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, sans connaître exactement la nature des négociations, je peux dire que les lignes directrices de cette loi s'appliquent à tous les secteurs économiques au Canada; qu'il est tout à fait possible que le syndicat en question voie ses possibilités réduites dans ce sens. A tout événement, s'il y a un contrat il doit être présenté à la Commission anti-inflation.

M. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Lors d'une négociation syndicale nouvelle, par exemple, à l'intérieur de la même loi anti-inflation, si le taux maximum de 8 p. 100 est accepté, l'indexation au coût de la vie acceptée préalablement sera-t-elle affectée?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, les lignes directrices de la nouvelle loi n'affectent pas les contrats antérieurs au 14 octobre 1975.

M. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je désire poser une dernière question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Questions orales

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si les bénéficiaires marginaux seront inclus ou exclus dans le 8 p. 100?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, de tels bénéficiaires sont inclus dans les lignes directrices.

* * *

[Traduction]

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

L'OPPOSITION À L'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE PAR WHITE CONSOLIDATED—LE RISQUE DE PERTE D'EMPLOIS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il y a quelques mois, la Commission d'examen de l'investissement étranger s'est opposée à l'acquisition par la White Consolidated Industries de Cleveland, Ohio, de la division des appareils électroménagers de Westinghouse Canada. Comme l'offre d'achat de la General Steel Wares ne sera vraisemblablement pas couronnée de succès, et à la lumière de ce que prétendent les journaux, soit que les emplois de 2,300 employés de Westinghouse Canada sont menacés, quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre d'ici le 31 octobre, date à laquelle expire l'offre de General Steel Wares?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'en ai été informé et j'en ai parlé avec mes collaborateurs et des représentants d'autres ministères. Nous sommes très inquiets de voir que plus de 2,000 travailleurs risquent de perdre leur emploi. Ce qui nous tracasse également, c'est qu'il pourrait très bien s'agir d'une violation du fonds de la loi sur l'examen de l'investissement étranger. Nous poursuivons les discussions à ce sujet. J'espère pouvoir rencontrer les intéressés au cours des prochains jours pour voir quelle est pour le gouvernement la meilleure façon de s'attaquer au problème exposé par le député.

M. Kempling: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre pour cette réponse et je suis très content qu'il s'occupe de cette affaire, mais j'aimerais lui poser la question suivante. Étant donné la différence qui existe entre l'offre de la General Steel Wares et de White Consolidated, la commission d'examen de l'investissement étranger n'a-t-elle pas prévu ce genre de situation. Si la White Consolidated a acheté le droit d'utiliser la marque Westinghouse, et fournit des pièces détachées à cette société, il est peu probable qu'elle passe la marque «Westinghouse» à un concurrent ou qu'elle lui fournisse des pièces.

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'espère que le député reconnaîtra qu'il s'agit là d'une question très complexe à laquelle il est difficile de répondre au cours de la période de questions. En tous cas, je ne connais pas toutes les données, l'Agence d'examen de l'investissement étranger ne m'ayant pas remis toute la documentation là-dessus. Si je comprends bien la situation, elle est fort délicate du point de vue technique et juridique, car elle concerne la possession de marques déposées à l'échelle mondiale. Nous sommes en train d'étudier cette question, tout comme celles que le député a soulevées plus tôt, et j'espère que, d'ici la fin de la semaine, je pourrai lui fournir de plus amples détails.